



SYRIE : A qui profite la désinformation?

Par [Ikram Ghioua](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2011

lexpressiondz.com 25 novembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Contrairement aux révoltes, dites du «Printemps arabe», qui ont une finalité à défaut d'avoir un programme, la situation en Syrie sort totalement de ce scénario et emprunte un chemin tortueux aggravé par une désinformation manifeste des grands médias internationaux.

«Ce qui se passe en Syrie n'a rien à voir, ni avec la défense des droits de l'homme, ni avec ce qu'en rapportent les médias traditionnels depuis huit mois», comme le montre très bien l'article de Sami Kleib, journaliste arabe fort bien informé. «Les manoeuvres contre la Syrie s'inscrivent dans le cadre d'une déstabilisation régionale préméditée et fait partie d'un plan visant à démanteler la Syrie, le Liban, et l'Iran», rapporte le site animé par le journaliste franco-suisse, Alain Soral, qui revient d'un séjour en Syrie. Se déclarant lui-même engagé dans le combat pour la liberté d'expression et la vérité, il ne s'est pas laissé entraîner dans le labyrinthe de la désinformation que de nombreux médias occidentaux et arabes et notamment Al Jazeera tentent d'imposer à une opinion publique internationale maintenue intentionnellement à distance des véritables enjeux qui dominent la scène syrienne.

Selon ce journaliste, qui ne cache ni ses positions ni sa pensée idéologique, contrairement aux partisans de l'apocalypse, «ce qui se passe en Syrie n'a absolument rien à voir avec une révolution ou une révolte populaire. Il s'agit d'une odieuse conspiration conçue par des parties invisibles qui tentent de renverser un régime refusant de se plier devant le diktat impérialiste». Cet avis est aussi partagé par de nombreux intellectuels et journalistes occidentaux qui ont visité récemment la Syrie.

Tous sont unanimes pour affirmer avec des preuves à l'appui que «la situation dans ce pays est certes difficile, mais elle est loin d'être reflétée fidèlement par beaucoup de médias». Lors d'une conférence de presse tenue dernièrement au Centre catholique de l'information à Beyrouth, Mère Agnès Mariam de la Croix a indiqué que la délégation du Centre était la première à accéder aux régions les plus périlleuses en Syrie et à y visiter des hôpitaux pour constater de visu ce que les forces de sécurité et de l'armée ont dû subir par les groupes armés. «Ces derniers ont cherché à travers ces actes à fragiliser le respect de l'Etat et à semer le chaos et les troubles, ce qui a nui surtout aux citoyens, notamment lorsque les corps des victimes de ces actes sont mutilés et jetés sans merci dans les rues», a-t-elle ajouté.

L'Osdh fixe chaque jour le chiffre des victimes à partir de Londres

Mère Agnès Mariam de la Croix a indiqué que le centre dispose des noms de 500 martyrs des forces de sécurité et de ceux de 372 autres tombés durant le mois d'octobre dernier seulement. Elle a signalé dans ce contexte que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), qui siège à Londres fixe chaque jour un chiffre des morts dans les événements en Syrie, sans jamais donner pour autant les noms des victimes supposées, ni préciser qu'il

s'agit d'éléments des forces de sécurité.

Elle a souligné que le Centre avait appelé cet observatoire lui demandant de lui fournir des noms des victimes, mais l'Osdh n'a donné aucune indication, ni répondu jusqu'à présent. Alain Soral réfute toutes les thèses colportées par Al Jazeera à propos de laquelle, il tient à souligner qu'elle est en train «de jouer un rôle similaire à celui qu'elle avait joué en Libye». Pour ce journaliste et c'est sûrement valable pour de nombreux confrères qui ont séjourné récemment en Syrie, «l'odeur du complot remplit l'atmosphère et il n'y a qu'Al Jazeera qui n'arrive pas à le sentir. J'étais en Syrie et je n'ai rien constaté d'exceptionnel dans le dispositif sécuritaire mis en place. Ce qui est vrai, par contre, ce sont ces bandes armées qui mettent la pression sur les forces de sécurité». Dans le même contexte, il est curieux de constater que la Ligue arabe, devenue otage d'un nombre restreint de monarques du Golfe, adopte une attitude pour le moins négative à l'égard d'un chef d'Etat que l'on s'obstine à présenter comme le «mal» intégral à éradiquer par tous les moyens. Aussi paradoxal que cela paraisse, la Ligue arabe ose demander à Al Assad de retirer l'armée des régions «infestées» comme si elle s'adresse à une force d'occupation.

Dans la logique défendue par l'émir du Qatar que certains journalistes arabes et occidentaux, dont Soral, qualifient d'instigateur, le régime syrien n'a plus le droit d'exercer ses prérogatives de maintien de l'ordre. Il n'est pas étonnant dans ce même ordre d'idées de relever ces multiples appels émanant notamment de l'étranger, qui encouragent ce qui est qualifié d'«opposition syrienne» à rejeter toute offre de dialogue venant du régime. A l'instar de Robert Ménard, ancien secrétaire général de Reporters sans frontières, Alain Soral s'insurge avec force contre ces tentatives répétées d'étouffer tout son de cloche qui ne rentre pas dans le moule des adversaires jurés de Bachar Al Assad. «En tant que journaliste engagé, je suis très mobilisé pour rapporter la vérité. C'est un devoir de tout journaliste fidèle à son métier», déclare-t-il en tenant à marquer sa position qui tranche avec «l'unanimité ambiante» entretenu par la classe politique occidentale dans sa totalité. Robert Ménard ou Alain Soral sont des journalistes aguerris et expérimentés. Il se pourrait qu'ils soient motivés par une démarche politique et idéologique qui leur est propre, mais il est tout à fait hors de question qu'ils se laissent manipuler de manière grotesque par l'appareil du parti Ba'ath. Ce parti, qui contrôle la vie politique en Syrie, avait été interpellé par les masses syriennes en vue d'engager le processus de rénovation, mais quand le mouvement de contestation a été gravement pénétré par des parties non identifiées, des millions de Syriens ont stoppé leur manifestation rejetant de manière déterminée l'idée de faire tomber le régime comme cela leur fut suggéré par des officines étrangères.

Des journalistes vont à contre-courant de l'opinion imposée

C'est apparemment ce recul opéré grâce à l'implication courageuse et patriotique de nombreuses personnalités et intellectuels syriens, qui a obligé les «gourous» de la démocratie d'importation à tout faire pour isoler le régime sur le plan international soutenant que la Syrie est à feu et à sang. Ce qui a été catégoriquement démenti par notre interlocuteur qui s'est vraiment interrogé sur la nature de ces bandes lourdement armées, témoigne encore Alain Soral, qui sèment la mort à Homs ou dans le rif de Damas? Qui les aide? D'où se procurent-ils leurs armes? Mis à part Poutine, aucun dirigeant occidental de ce rang ne s'est vraiment soucié des liens intéressés de ces bandes. Cette frénésie de présenter le régime syrien sous son jour le plus sombre devrait susciter la réflexion. Alain Soral et les nombreux intellectuels étrangers qui ont décidé de livrer bataille à toute forme de désinformation sont certainement bien placés pour parler d'un complot qui refuse de dire

son nom. De fait, les aveux de Bernard-Henri Levy, sur les tenants et aboutissants de la «révolte» en Libye (cf; sa conférence la semaine dernière au Crif à Paris en marge de la sortie de son livre sur sa participation à la chute d'El Gueddafi) remettent en cause des informations non recoupées sur ce qui se passe réellement en Syrie. Aussi, ces journalistes qui osent aller à contre-courant de l'opinion admise ou imposée, ne défendent pas Bachar Al Assad parce qu'ils partagent avec lui quelques idées, mais défendent le droit à une information objective qui éclaire l'opinion publique sur les véritables enjeux de la crise syrienne. La question inévitable est de savoir pourquoi l'avis de ces personnalités est mis sous embargo. En s'inscrivant en porte-à-faux contre ce formidable flux d'informations «contrôlées» et «revues» par les stratèges du chaos, ils posent un vrai problème de déontologie qu'Al Jazeera et ses relais s'obstinent à écarter sous le fallacieux prétexte de défendre le droit des Syriens à une vie démocratique. Ce que veulent transmettre Alain Soral, Robert Ménard ou Thierry Meyssan est simple, à la limite du banal, si cela a eu lieu dans un contexte normal. Leur message est clair: «Laissez les Syriens décider de leur sort.» En un mot, et cela les opinions publiques l'ont bien saisi malgré la manipulation, aucune partie n'a le droit de défendre les Syriens par procuration.

En s'obstinant dans la provocation pure et simple, Al Jazeera s'est transformée en un outil de propagande utilisé par les concepteurs du «Grand Moyen-Orient» à faire tomber un régime qui ne cadre pas avec les nouvelles options stratégiques mises en place par les nouveaux maîtres du monde. Et si la guerre déclarée à Bachar Al Assad n'était qu'une tentative de diversion à grande échelle?

La source originale de cet article est lexpressiondz.com

Copyright © lkram Ghioua, lexpressiondz.com, 2011

Articles Par : lkram Ghioua

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca